



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-56644>

Département(s) de publication : **83**

Annonce n° **24-56644**

Travaux

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Commune de Brignoles

Type de Numéro national d'identification : SIRET

N° National d'identification : 21830023400018

Ville : Brignoles

Code postal : 83177

Groupement de commandes : Non

Département(s) de publication : 83

Section 2 - Communication

Lien vers le profil d'acheteur : www.marches-securises.fr

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : OBERTO Olivier

Adresse mail du contact : Dcp@brignoles.fr

Numéro de téléphone du contact : +33 494862212

Section 3 - Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve :** - Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants (imprimé Cerfa DC1 joint ou téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> - Déclaration du candidat (imprimé Cerfa DC2 joint au DCE ou téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> - Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire. - Attestation sur l'honneur du candidat concernant les interdictions de soumissionner visées aux articles R.2143-3 du code de la commande publique (compléter le document joint au DCE) - Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du code du travail. (Si DC1 non produit).

- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve** : - S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public.
- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve** : Justifications à produire concernant les références professionnelles et la capacité technique Liste des travaux exécutés au cours des trois dernières années, appuyée si possible d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin. N.B : Conformément aux articles R2143-13 et R2143-14 du Code de la Commande Publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit. Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qu'ils ont déjà transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Technique d'achat : Sans objet

Date et heure limite de réception des plis : 05/06/2024 à 17:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentations de variantes : Non

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés suivants : - Valeur technique : 60 % - Prix : 40 %.

Section 4 - Identification du marché

Intitulé du marché : Création d'une voie de liaison entre le chemin de Bonaval et l'école La Tour

Code CPV principal - Descripteur principal : 45233226

Type de marché : Travaux

Description succincte du marché : L'objet du marché consiste à créer une voie de liaison qui relie le chemin de Bonaval et la voie qui longe le groupe d'habitations réalisé par le groupe Nexity.

L'aménagement des travaux se situe dans une zone urbanisée. De ce fait, ils seront réalisés par phase afin de maintenir les accès aux riverains et aux écoles. L'opérateur économique prendra aussi toutes les dispositions nécessaires au maintien des alimentations en eaux, électricité et télécom pendant toute la durée du chantier. La consistance des travaux est décrite au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.). Les travaux comprennent un seul lot, composé de plusieurs postes. Les travaux à réaliser relèvent de la 3ème catégorie au sens du code du travail (article R.4532-1) et de la Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 relative à la coordination en matière de sécurité sur les chantiers. Le commencement des travaux devrait se situer au mois de juillet 2024 pour une durée maximale de 4 mois y compris la période de préparation.

Lieu principal d'exécution du marché : Brignoles

Durée du marché (en mois) : 4

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Non

Section 6 - Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Non

Autres informations complémentaires : Modalités d'obtention du dossier de consultation :
Gratuitement sur le site : www.marches-securises.fr Conditions de remise des offres : Conformément aux dispositions de l'article R.2132-7 du code de la commande publique, les offres devront obligatoirement être envoyées par voie électronique à l'adresse suivante : www.marches-securises.fr (aux conditions indiquées dans le Règlement de la Consultation). Renseignements d'ordre administratif : Mairie de Brignoles - Direction de la Commande Publique suivant les coordonnées indiquées ci-dessus. Renseignements d'ordre technique : Maître d'oeuvre : Mairie de Brignoles - Direction Etudes Travaux et Grands Projets - Bâtiment de l'Urbanisme - Hôtel de Ville - Place Caramy - 83170 Brignoles - Email : DETG@brignoles.fr dont le responsable est M. Laurent GRANDET Tél : 04 94 86 22 34 ou 06 07 81 20 26 email : grandetl@brignoles.fr et la personne en charge du dossier : M. Marc PORTAL, Chargé d'opération voirie Tél : 04 94 86 22 44 email : portalm@brignoles.fr Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Toulon - 5 Rue Jean Racine - BP 40510 - 83041 Toulon Cedex 9 - Tél. : 04.94.42.79.30 - Fax : 04.94.42.79.89 - Email : greffe.ta-toulon@juradm.fr Introduction des recours éventuels : - Référé précontractuel (jusqu'à la signature du marché) : Article L551-1 à L551-4 du code de justice administrative. - Recours pour excès de pouvoir (2 mois à compter des décisions de rejet). - Recours en appréciation de la validité d'un contrat (à compter de la signature du contrat). - Recours contractuel : Article L551-13 à L551-16 du code de justice administrative. - Référé suspension introduit avant la signature du marché contre les actes détachables du contrat : Art L 521-1 à L521-4 du code de justice administrative. - Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr Code NUTS : FRL05 Visite sur site facultative : La visite sur site est facultative. Le site des travaux est libre d'accès. P. S.E. (Prestation Supplémentaire Eventuelle - ancienne option) : non Prestations divisées en lots : non. Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : Marché conclu avec un prestataire unique ou avec des prestataires en groupement, si possible, conjoint dont le mandataire sera solidaire. Délai minimum de validité des offres : 120 jours. Modalités de financement : Fonds propres. Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : Français. Unité monétaire utilisée : L'euro.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 15/05/2024